

LE DOSSIER

GIULIA PICCOLINO

RHÉTORIQUE DE LA COHÉSION SOCIALE
ET PARADOXES DE LA « PAIX PAR LE BAS »
EN CÔTE D'IVOIRE

Après 2011, le gouvernement de la Côte d'Ivoire et la communauté internationale se sont engagés dans des actions de soutien à la paix au niveau local. Ces actions apparaissent cependant problématiques dans un contexte marqué par l'absence de réconciliation entre les élites nationales. Cet article, basé sur des recherches conduites à Abidjan et dans l'Ouest du pays, offre une réflexion critique sur la place des programmes de soutien à la paix au niveau local dans le modèle de reconstruction post-conflit du gouvernement Ouattara et interroge le grand principe qui les étaye : l'argument selon lequel le « local » constitue une sphère distincte du niveau national, alors même que les acteurs locaux entretiennent des relations importantes – tant matérielles que symboliques – avec les élites nationales.

Après l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara en 2011, le gouvernement ivoirien a insisté sur la nécessité de construire la paix entre les citoyens¹. À la rhétorique de la réconciliation qui a accompagné la création de la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) en 2011 s'est graduellement adjointe celle de la « cohésion sociale », surtout après la création du programme national de cohésion sociale (PNCS) en 2012. La promotion de la cohésion sociale, qui inclut des actions de reconstruction d'infrastructures communautaires et vise à promouvoir le dialogue au niveau local, apparaît comme le résultat de l'appropriation par le gouvernement ivoirien de l'agenda de promotion de la paix à l'échelle locale mis en avant par la communauté internationale. Celle-ci en effet a fait figurer la dimension locale tout en haut de l'agenda, suivant le paradigme dit du « *local turn*² ».

1. La recherche sur laquelle cet article se base a reçu le soutien de la fondation Alexander Von Humboldt. Je voudrais remercier Bakary Soro, Rodrigue Koné, Anzan Koménan Yaya et Adou Djané pour leur aide durant les enquêtes de terrain, ainsi que tous les Ivoiriens et Ivoiriennes qui ont accepté de me rencontrer. Je voudrais aussi remercier Matthew Mitchell, Maxime Ricard et Sebastian Van Baalen pour leurs commentaires sur une version précédente de cet article, ainsi que le comité de rédaction de la revue et les coordinateurs du dossier.

2. R. Mac Ginty et O. P. Richmond, « The Local Turn in Peace Building : A Critical Agenda for Peace », *Third World Quarterly*, vol. 34, n° 5, 2013, p. 763-783. Voir aussi S. Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge/New York, Cambridge

Cependant, la construction de la paix au niveau local est particulièrement problématique dans le cas de la Côte d'Ivoire, puisque la paix, au niveau national, est d'abord et avant tout le résultat d'une victoire militaire. Cet article interroge l'idée qu'une réconciliation entre communautés puisse être achevée dans un contexte de « paix des vainqueurs » et en l'absence de résolution du conflit entre les principaux acteurs politiques nationaux. Il montre qu'en Côte d'Ivoire la rhétorique de la cohésion sociale a été mise au service d'une vision dépolitisée de la construction de la paix et a été utilisée pour déplacer la responsabilité de la réconciliation des élites politiques nationales vers les communautés locales. Cependant, dans un contexte où les liens entre élites politiques et communautés sont très forts, le manque de réconciliation entre les élites se répercute aussi sur les communautés et compromet le succès des programmes censés promouvoir la « cohésion sociale ».

C'est ce qui ressort d'une série de discussions (*focus groups*) conduites à Abidjan et dans l'Ouest du pays, lors desquels nous avons demandé à des Ivoiriens d'origines sociales variées et d'obédiences politiques différentes de parler de leurs priorités en termes de paix et des obstacles qu'ils voyaient sur le chemin de la réconciliation. Même si elle a une longue tradition, la méthodologie des *focus groups* dans le cadre de la recherche sur la paix et les conflits a été peu théorisée³. Par rapport aux objectifs de cet article, elle offre deux avantages. À la différence des sondages d'opinion, elle permet aux personnes qui devraient être les protagonistes des efforts de construction de la paix au niveau local de s'exprimer avec leurs propres mots et une grande liberté. Par rapport à l'entretien individuel, elle permet à des personnes qui, souvent, n'ont pas l'habitude de s'exprimer sur la situation du pays et de donner leurs opinions, de le faire dans un cadre qui leur est plus familier et avec moins de pression.

La première partie de cet article récapitule les circonstances de l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara en 2011 et le cadre général de la transition post-conflit en Côte d'Ivoire. Dans les deuxième et troisième parties, j'analyse la politique de promotion de la réconciliation et de la cohésion sociale menée par le gouvernement et par les bailleurs de fonds. Dans la dernière partie, je discute de la manière dont la paix est appréhendée par ceux qui sont les destinataires de cette politique – c'est-à-dire les citoyens ordinaires qui ne

University Press, 2010; et, pour une revue plus exhaustive de la littérature, voir H. Leonardsson et G. Rudd, « The "Local Turn" in Peacebuilding: A Literature Review of Effective and Emancipatory Local Peacebuilding », *Third World Quarterly*, vol. 36, n° 5, 2015, p. 825-839.

3. Pour une exception, voir J. Söderström, « Focus Groups: Safety in Numbers », in K. Höglund et M. Oberg (dir.), *Understanding Peace Research: Methods and Challenges*, Londres, Routledge, 2011, p. 146-164.

font pas partie de l'élite politique et économique du pays. Dans la conclusion, je reviens sur la situation actuelle en Côte d'Ivoire, sur la paix et ses limites.

LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ENTRE DIMENSIONS LOCALE ET NATIONALE

La crise post-électorale de 2010-2011 a été la dernière étape d'une longue période d'instabilité politique qui remonte aux années 1990⁴. Avec l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara en 2011, la Côte d'Ivoire semble avoir retrouvé une relative stabilité. Cependant, les circonstances dans lesquelles elle a été obtenue posent des problèmes par rapport à la possibilité de tourner la page de l'histoire des divisions communautaires.

Ce qui caractérise la transition post-conflit en Côte d'Ivoire est le fait que la paix ne repose pas sur un processus de négociation, mais sur la victoire – à la fois militaire et électorale – d'un camp sur l'autre⁵. L'ancien président Gbagbo n'est plus aujourd'hui considéré comme un interlocuteur du processus de paix, comme il l'a été entre 2002 et 2010, mais plutôt comme un criminel de guerre présumé, arrêté et transféré à La Haye pour être jugé par la Cour pénale internationale (CPI). Plusieurs de ses partisans ont également été détenus pendant des périodes plus ou moins longues après 2011⁶.

Dans ce contexte de marginalisation de l'opposition, la transition post-conflit a été marquée par une vision particulière de la paix et de la reconstruction du pays, celle du président Ouattara et du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) qui le soutient. L'héritage de Félix Houphouët-Boigny, avec lequel le RHDP revendique une filiation politique, influence cette vision. Dans la rhétorique d'Houphouët-Boigny, un bon leadership, la prospérité économique et la paix étaient interconnectés⁷. Pour l'ancien président ivoirien, la paix était en effet le préalable au développement et, à son tour, le développement renforçait la paix. L'accent mis sur la paix n'empêchait pas le régime d'être autoritaire et de recourir à la violence contre

4. F. Akindès, *The Roots of the Military-Political Crises in Côte d'Ivoire*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2004. Voir aussi C. Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011 et M. McGovern, *Making War in Côte d'Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press, 2011 pour une perspective générale sur la crise ivoirienne.

5. G. Piccolino, « Peacebuilding and Statebuilding in Côte d'Ivoire under the Alassane Ouattara Presidency. A Victor's Peace? », *African Affairs*, à paraître.

6. M. K. Gbagbo, *Rapport n.1-2017 : interrogations sur la cohésion nationale* [en ligne], 20 janvier 2017 <<http://lecombattant.canalblog.com/archives/2017/02/01/34877791.html>>, consulté le 7 mai 2017; Amnesty International, *Côte d'Ivoire 2016/2017* [en ligne], <<https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/cote-d-ivoire/report-cote-divoire/>>, consulté le 7 mai 2017.

7. J. Maddox Toungara, « The Apotheosis of Côte d'Ivoire's Nana Houphouët-Boigny », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 28, n° 1, 1990, p. 23-54.

ceux qui menaçaient le pouvoir du président. Cependant, dans la mesure où la contestation restait limitée et ne mettait pas en cause le régime en tant que tel, le « dialogue » était accepté et même encouragé⁸.

L'idée qu'il existe un lien étroit entre développement et paix informe aussi la vision de Ouattara, renforcée dans son cas par sa formation d'économiste. Dans la philosophie de construction de la paix du régime actuel, la croissance économique du pays « guérira » les Ivoiriens de leurs traumatismes⁹. Par conséquent, les actions visant à relancer l'économie et à attirer les investissements ont clairement été une priorité pour le nouveau régime¹⁰. Le gouvernement Ouattara présente la Côte d'Ivoire non pas comme un pays post-conflit ayant besoin d'une assistance, mais comme un pays « émergent » qui doit retrouver un rôle de leadership au plan régional.

Tandis que la stratégie économique du régime Ouattara a enregistré quelques succès, les efforts de dialogue entre le gouvernement d'un côté, et le Front populaire ivoirien (FPI) et d'autres organisations pro-Gbagbo de l'autre ont manqué d'envergure et se sont heurtés à la mauvaise volonté des deux parties. Le président et le RHDP s'estiment politiquement trop forts pour faire des concessions aux anciens ennemis. L'héritage houphouëtiste et sa conception du dialogue ont aussi eu, de ce point de vue, un impact ambivalent sur l'attitude du gouvernement actuel. En lien avec la tradition houphouëtiste, le président et ses alliés se sont, à certaines occasions, montrés disposés à faire des concessions matérielles ou à « pardonner » les membres du camp adverse qui acceptent de faire des compromis¹¹, tels que le président officiel du FPI Pascal Affi N'Guessan, mais ils refusent d'entendre les arguments de l'opposition et ses revendications sur les plans politique et symbolique.

De l'autre côté, le camp Gbagbo a aussi peu de motivations à s'investir sérieusement dans le dialogue, étant donné l'hégémonie actuelle du RHDP et l'impossibilité de fait d'une victoire électorale pour les partisans de l'ancien président. Pendant plusieurs années, le FPI, dont certains dirigeants étaient emprisonnés, semble s'être enfermé dans une rhétorique jusqu'au-boutiste et victimaire. La sortie de prison du président du parti, Affi N'Guessan, et les élections présidentielles de 2015 ont compliqué la donne, en provoquant un schisme entre les partisans de celui-ci, qui s'est porté candidat, et la « vieille

8. *Ibid.* ; C. Vidal, « La brutalisation du camp politique ivoirien », *Revue africaine de sociologie*, vol. 7, n° 2, 2003, p. 45-57.

9. M. Ricard, « Gouverner le "post-conflit" en Côte d'Ivoire », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 48, 2017 ; B. Charbonneau, « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une réconciliation », *Afrique contemporaine*, n° 245, 2013, p. 111-129.

10. G. Piccolino, « Peacebuilding and Statebuilding in Côte d'Ivoire... », art. cité.

11. Sur le rôle du pardon dans l'idéologie houphouëtiste, voir J. Maddox Toungara, « The Apotheosis of Côte d'Ivoire's Nana... », art. cité ; M. McGovern, *Making War in Côte d'Ivoire*, op. cit.

garde» du parti, avec à sa tête le vice-président Aboudramane Sangaré, qui a persévéré dans le boycott et la fidélité à Laurent Gbagbo.

Dans ce contexte, les attitudes de la population ivoirienne restent polarisées. Les résultats des élections présidentielles de 2015 ont confirmé qu'il y a en Côte d'Ivoire un « camp Gbagbo », représentant une portion considérable de l'électorat, qui se sent exclu du système politique¹². Si on les compare à ceux de 2010, on peut en effet estimer que plus d'un million et demi d'anciens électeurs de Gbagbo, correspondant à peu près à un quart des inscrits, a boycotté le scrutin¹³.

Le gouvernement ivoirien se trouve donc dans une situation paradoxale. D'un côté, au niveau de la politique nationale, le président est solidement installé au pouvoir, l'opposition est affaiblie et la véritable compétition politique se joue à l'intérieur du RHDP. De l'autre côté, au niveau de la population, des divisions profondes demeurent, et la légitimité du régime est mise en question. Cette situation a incité le régime Ouattara à s'engager dans une série d'actions censées promouvoir la « réconciliation » et la « cohésion sociale » entre les Ivoiriens.

Dans la section qui suit, je retrace l'histoire de ces efforts. Je montre comment le processus a été progressivement dépolitisé à mesure que l'accent portait de plus en plus sur la dimension locale et communautaire, et sur la nécessité pour les citoyens ivoiriens d'œuvrer pour la « cohésion sociale », en se montrant prêts à dialoguer avec leurs voisins et à participer à des projets locaux animés par des ONG ou par le gouvernement. Cependant, dans le même temps, leurs dirigeants politiques ne montraient aucune volonté sincère de s'engager de la même façon dans le dialogue et la réconciliation avec leurs adversaires.

DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RHÉTORIQUE DE LA COHÉSION SOCIALE

L'un des premiers et des plus ambitieux efforts du gouvernement Ouattara en matière de construction de la paix a été la création de la CDVR en mai 2011, juste après la fin de la crise post-électorale. Le mandat de la Commission

12. G. Piccolino, « One Step Forward, Two Steps Back? Côte d'Ivoire's 2015 Presidential Polls », *Africa Spectrum*, vol. 51, n° 1, 2016, p. 97-110.

13. Calculs basés sur République de Côte d'Ivoire, *Second tour de l'élection du Président de la République: scrutin du 28 novembre 2010*, Commission électorale indépendante, et Abidjan.net, *Élection du Président de la République: scrutin du 25 octobre 2015. Résultats fournis par la Commission électorale indépendante* [en ligne], 27 octobre 2015, <<http://abidjan.net/ELECTIONS/presidentielle/2015/resultats.html>>, consulté le 11 avril 2017.

incluait la recherche de la vérité, le dialogue et les auditions de victimes¹⁴. Son approche était donc holistique, car elle essayait de cibler à la fois le niveau national, en reconstituant l'histoire des crises politiques depuis 1990, et le niveau des communautés et des individus, en récoltant les témoignages des leaders communautaires et des victimes de la crise, à travers ses bureaux régionaux.

Dès le début, la CDVR a montré des faiblesses. Le mandat de la Commission était excessivement ambitieux, surtout si l'on considère qu'elle n'avait initialement été nommée que pour deux ans. Par ailleurs, le choix de mettre à sa tête un acteur politique, l'ancien Premier ministre Charles Konan Banny, s'est révélé problématique. L'arrogance de ce dernier et son incapacité à prendre en compte les préoccupations de la société civile, ainsi que ses ambitions politiques, ont compliqué les relations avec ses partenaires nationaux et internationaux. La société civile reprochait à Konan Banny d'être rarement disponible pour des échanges et de centraliser toutes les ressources humaines et financières de la Commission dans ses mains, en ne laissant pas assez d'autonomie aux différentes branches de l'organisation¹⁵. Mais la CDVR s'est aussi heurtée à l'attitude ambivalente du gouvernement ivoirien, qui, même s'il encourageait le dialogue dans sa rhétorique, n'était pas disposé à accepter que des critiques importantes à l'égard du leadership politique actuel en résultent. Finalement, elle a réussi à auditionner 70 000 personnes – victimes, responsables de la violence politique et témoins. La plus grande partie de son travail n'a eu cependant que peu d'impact. Du fait des querelles entre Charles Konan Banny et le gouvernement, et de la réserve de ce dernier par rapport aux conclusions de la CDVR, les audiences de la Commission n'ont par exemple pas été retransmises par la télévision d'État. De façon similaire, le rapport final, présenté au président le 15 décembre 2014, n'a été rendu public que deux ans plus tard. Les passages concernant les opinions des électeurs de Gbagbo sur les élections de 2010 et les responsabilités de Ouattara dans la crise ont été considérés comme inacceptables par le gouvernement et expurgés de la version publiée¹⁶.

14. D. Lopes, *La Commission dialogue vérité et réconciliation en Côte d'Ivoire: la réconciliation n'a pas eu lieu*, Bruxelles, GRIP, 30 juin 2015.

15. Entretien avec un dirigeant d'ONG internationale, Abidjan, 4 juin 2015; entretien avec un dirigeant d'ONG ivoirienne, Abidjan, 15 mai 2015.

16. C'est ce qui ressort d'une comparaison entre un résumé confidentiel du rapport de la CDVR obtenu par l'auteur de cet article et le rapport publié. Voir CDVR, «Rapport final» [en ligne], Abidjan, République de Côte d'Ivoire, publié le 26 octobre 2016 avec la date de décembre 2014, <https://www.gouv.ci/doc/presse/1477497207RAPPORT%20FINAL_CDVR.pdf>, consulté le 13 mars 2017.

Compte tenu de l'impasse dans lequel le processus entamé par la CDVR s'est retrouvé, l'attention du gouvernement s'est de plus en plus tournée vers le niveau local et communautaire. Ce développement a été accompagné par la montée en puissance d'un discours axé sur la cohésion sociale, un discours diffusé à l'origine en Côte d'Ivoire par la communauté internationale, mais que le gouvernement ivoirien s'est progressivement approprié, jusqu'à lancer un programme dédié précisément à cette question.

Le paradigme de la cohésion sociale, tout comme celui de la résolution de conflit au niveau local, plonge ses racines dans une réflexion académique, où il est apparu sous l'étiquette de *local turn*, et a été progressivement adopté par les institutions internationales lors de la dernière décennie¹⁷. Son influence sur la politique des institutions internationales en Côte d'Ivoire est évidente. Pour le constater, il suffit de se pencher sur une série de projets lancés par les partenaires internationaux même avant 2011, quand la Côte d'Ivoire était enlisée dans une situation ambiguë de « ni guerre ni paix¹⁸ ». Par exemple, la division des affaires civiles (DAC) de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), chargée de la mise en œuvre de projets dits « à impact rapide » (*Quick Impact Projects*, QIP), qui visaient les besoins immédiats de la population dans des secteurs tels que l'eau ou l'éducation, menait aussi des actions visant à « renforcer la cohésion sociale à la suite d'un dialogue intercommunautaire¹⁹ ». L'influence du *local turn* était également visible à travers d'autres programmes censés appuyer la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou, tels que le projet d'assistance post-conflit (PAPC) cofinancé par la Banque mondiale qui adoptait explicitement l'approche du développement communautaire (*community driven development*²⁰).

17. R. Mac Ginty et O. P. Richmond, « The Local Turn in Peace Building... », art. cité; S. Autesserre, *The Trouble with the Congo...*, op. cit.; pour une revue plus exhaustive de la littérature, voir H. Leonardsson et G. Rudd, « The "Local Turn" in Peacebuilding... », art. cit. Sur la cohésion sociale, voir aussi F. D. Cox et T. D. Sisk (dir.), *Peacebuilding in Deeply Divided Societies. Toward Social Cohesion?*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2017. Par rapport à l'influence de ce discours sur les organisations internationales, voir par exemple United Nations Development Programme (UNDP), *Governance for Peace: Securing the Social Contract. 2011* [en ligne], New York, UNDP, 2012 <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/governance-for-peace_2011-12-15_web.pdf>, consulté le 17 janvier 2018.

18. On se réfère ici à la période qui va de la conclusion des accords de Linas-Marcoussis (2003) aux élections de 2010, caractérisée par des nombreuses négociations de paix et par une situation sécuritaire incertaine, où des moments de calme relatif alternaient avec des explosions occasionnelles de violence. Pour une discussion plus approfondie, voir M. McGovern, *Making War in Côte d'Ivoire*, op. cit.

19. Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), « Affaires civiles » [en ligne], ONU, <<https://onuci.unmissions.org/affaires-civiles-0>>, consulté le 25 avril 2017.

20. Banque mondiale, *Project Information Document (PID), Appraisal Stage: Emergency Post-Conflict Assistance Project* [en ligne], Rapport n° AB3187, 2007, <<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/218321468770752305/Cote-dIvoire-Emergency-Post-Conflict-Assistance-Project>>, consulté le 25 avril 2017.

Après 2011 le gouvernement ivoirien a aussi commencé à s'impliquer dans ce type d'actions. Le premier pas dans ce sens a été le lancement du programme présidentiel d'urgence (PPU), conçu par le président et ses collaborateurs à partir de sa résidence temporaire au Golf Hôtel d'Abidjan²¹. Le programme suivait le modèle des QIP auparavant mis en œuvre par l'Onuci, avec des investissements dans les domaines de l'eau potable, de la santé, de l'éducation, de l'électricité, de la salubrité urbaine et de la réhabilitation des préfectures.

En 2012, le gouvernement ivoirien a fait un pas supplémentaire dans cette direction en décidant de créer un cadre commun pour gérer ses actions et celles de ses partenaires dans le domaine de la réhabilitation et du dialogue communautaire, le PNCS – aujourd'hui rebaptisé programme national de réconciliation et de cohésion sociale (PNRCS). Le mandat initial du PNCS, dont la gestion a été confiée à Mariatou Koné, professeure d'anthropologie à l'université Félix Houphouët-Boigny et ministre du gouvernement depuis 2017, allait de 2012 à 2015. Il a été par la suite prolongé jusqu'en 2020 et le PNRCS²² a reçu la mission additionnelle de se charger de l'indemnisation des victimes de guerre, en partenariat avec la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (Conariv) récemment mise en place.

Les vagues et ambitieux objectifs du PNCS/PNRCS sont de « promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation nationale », et notamment de « ressouder le tissu social, cultiver le vivre ensemble, créer les conditions d'une paix sociale durable et trouver des solutions durables aux grands problèmes qui mettent en péril la cohésion nationale²³ ». Un volet du PNCS vise explicitement à financer des actions de promotion de la paix entre les communautés. Selon les responsables du programme, ce sont les communautés, les leaders locaux et les citoyens ordinaires qui « doivent assurer, perpétuer les effets de la réalisation sur le terrain de façon permanente²⁴ ». Une partie des actions du PNRCS est choisie en collaboration avec les partenaires internationaux, tels que l'Onuci (en son temps) et le Programme des Nations unies pour le développement, ou des ONG ivoiriennes, comme le West Africa Network for Peacebuilding-Côte d'Ivoire²⁵. Selon les responsables, les autres actions sont

21. République de Côte d'Ivoire, « Programme présidentiel d'urgence » [en ligne], Abidjan, République de Côte d'Ivoire, 2012 <<http://www.presidence.ci/mobile/presentation.php?i=85>>, consulté le 11 avril 2017.

22. Ministère de la Solidarité, de la cohésion sociale et de l'indemnisation des victimes, *Programme national de réconciliation et de cohésion sociale (PNRCS) 2016-2020*, Abidjan, République de Côte d'Ivoire.

23. *Ibid.*

24. Entretien avec un responsable du PNCS.

25. PNCS, *Réalisations 2015 en matière de cohésion sociale, de réconciliation nationale et d'indemnisation des victimes des crises survenues : rapport général*, Abidjan, PNCS, décembre 2015.

soit choisies à partir des propositions provenant des acteurs locaux, soit initiées par le PNCS en réponse à des besoins urgents dans les zones les plus affectées par le conflit²⁶.

Depuis le lancement du PNRCS, la rhétorique de la cohésion sociale, définie comme « la clé et le moteur qui permettra de déclencher une nouvelle dynamique pour restaurer la confiance, la réconciliation et la paix²⁷ », est devenue omniprésente, aussi bien chez les décideurs internationaux que chez les Ivoiriens. Dans son premier discours de fin d'année après sa réélection en 2015, Ouattara mentionnait, comme premier chantier pour la nouvelle année, « la cohésion sociale et la réconciliation sans lesquelles tous nos efforts seront vains²⁸ », tandis qu'en 2017 il affirmait, avec plus d'optimisme, que la Côte d'Ivoire « a renoué avec la paix et la stabilité [...]. Elle a retrouvé sa cohésion²⁹ ».

Ce consensus autour de la cohésion sociale masque cependant une série d'ambiguïtés. Notamment dans le discours sur la cohésion sociale et dans les projets de réconciliation par le bas prônés par le PNRCS, le rôle de la politique nationale dans la production et la persistance d'une fracture sociale est minimisé, comme je l'explique dans la section suivante, où j'analyse les dimensions paradoxales de la construction de la paix au niveau local en Côte d'Ivoire.

LES AMBIGUÏTÉS DE LA COHÉSION SOCIALE EN CÔTE D'IVOIRE

Les programmes de réhabilitation communautaire et de promotion de la cohésion sociale mis en place par le gouvernement ivoirien et par les partenaires du développement se basent sur une hypothèse implicite : il est possible de bâtir la cohésion sociale « par le bas » et de réconcilier des communautés dans un contexte où la stabilité politique « par le haut » est le produit,

26. Entretien avec un responsable du PNCS.

27. Selon le coordonnateur humanitaire du Système des Nations unies en Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey, cité par Xinhua, « La cohésion sociale est la "clé" de la paix en Côte d'Ivoire (ONU) » [en ligne], *Abidjan.net*, 20 août 2013, <<http://news.abidjan.net/h/469412.html>>, consulté le 23 décembre 2017.

28. Présidence de Côte d'Ivoire, *Message à la nation du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara, du jeudi 31 décembre 2015* [en ligne], 2 janvier 2016, <<http://www.presidence.ci/message-a-la-nation-du-president-de-la-republique-s-e-m-ouattara-du-jeudi-31-decembre-2015/>>, consulté le 23 décembre 2017.

29. Alassane Ouattara, « Congrès du RDR : les grandes lignes d'orientation d'Alassane Ouattara (Discours intégral) » [en ligne], *Fraternité Matin*, 10 septembre 2017, <<https://www.fratmat.info/index.php/politique/3eme-congres-du-rdr-les-grandes-lignes-d-orientation-d-ouattara-discours-integral>>, consulté le 23 décembre 2017.

non pas d'un accord de paix entre les parties au conflit, mais de la victoire militaire d'un camp sur l'autre.

Il faut remarquer que l'insistance excessive sur les potentialités de l'échelle locale est un aspect du discours international sur le *local turn*. Ses partisans attribuent aux communautés une autonomie qu'elles ne possèdent pas nécessairement. Ils présentent de manière artificielle les niveaux national et local comme séparés, négligeant les liens importants entre paix locale et paix nationale³⁰.

L'application à la Côte d'Ivoire du paradigme de la construction de la paix à l'échelle locale est particulièrement problématique pour deux raisons. Premièrement, dans le contexte ivoirien, les projets d'intervention au niveau local n'ont pas été développés comme un instrument pour donner un enracinement à l'échelle locale à un processus de paix construit à l'échelle nationale, mais comme un effort de compensation pour un processus de paix non effectif au niveau national. Cette tendance, déjà visible entre 2007 et 2010, alors que l'application des accords de paix traînait, est de plus en plus perceptible dans le contexte post-victoire militaire de l'après 2011.

Deuxièmement, les élites politiques ont historiquement joué un rôle décisif dans la polarisation de la société ivoirienne³¹. La « fracture communautaire³² » ivoirienne découle en partie de la concurrence entre différentes communautés autour de l'accès à la terre, dans un contexte de pression démographique et de crise économique, mais également de l'opposition des populations du Sud-Ouest à une immigration historiquement encouragée par Houphouët-Boigny³³. Cependant, ces tensions ne se sont traduites par un niveau significatif de violence qu'avec l'intensification de la compétition politique et l'introduction du multipartisme en 1990³⁴. C'est l'exclusion d'Alassane Ouattara du jeu politique et les actes posés par les figures dominantes de la politique ivoirienne

30. Pour une critique du *local turn*, voir A. Ernstorfer, D. Chigas et H. Vaughan-Lee, « From Little to Large: When Does Peacebuilding Add Up? », *Journal of Peacebuilding and Development*, vol. 10, n° 1, 2015, p. 72-77; C. Simons, F. Zanker, A. Mehler et D. M. Tull, « Power-Sharing in Africa's War Zones: How Important is the Local Level? », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 51, n° 4, 2013, p. 681-706.

31. Voir, par exemple, A. Langer, « Horizontal Inequalities and Violent Conflict: The Case of Côte d'Ivoire », *Working Paper* n° 13, Oxford, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity (Crise), University of Oxford, 2004; T. Coulibaly, « Démocratie et surenchères identitaires en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 58, 1996, p. 143-150; F. Akindès, *The Roots of the Military-Political Crises...*, *op. cit.*

32. O. Dembele, « Côte d'Ivoire: la fracture communautaire », *Politique africaine*, n° 89, 2003, p. 34-48.

33. F. Akindès, *The Roots of the Military-Political Crises...*, *op. cit.*; R. Marshall-Fratani, « The War of "Who Is Who": Autochthony, Nationalism, and Citizenship in the Ivorian Crisis », *African Studies Review*, vol. 49, n° 2, 2006, p. 9-44.

34. O. Dembele, « Côte d'Ivoire: la fracture communautaire », art. cité.

post-Houphouët-Boigny – Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Ouattara lui-même – qui ont fait monter la tension entre les communautés jusqu’à l’« année terrible » 1999³⁵, puis l’insurrection des Forces nouvelles en 2002. En dépit des apparences, les élites politiques ont joué un rôle crucial dans l’émergence des formes de mobilisation potentiellement violente présentées comme des initiatives « spontanées » de la population, tel que le mouvement des Jeunes patriotes, l’un des soutiens du régime Gbagbo³⁶.

Si l’on se penche sur les documents de programmation du PNRCS, l’on constate que les aspects problématiques découlant d’une paix acquise par la défaite du camp adverse sont complètement négligés. Par rapport à la situation politique de l’après 2011, le programme affirme simplement que « la légalité constitutionnelle a été restaurée en avril 2011 », et il définit sa mission comme étant « la paix et [...] l’allègement des tensions dans les relations entre les différentes communautés » ou bien « la paix et la concorde entre les populations³⁷ ». Il n’y a pas de stratégie de long terme, ni dans le cadre de ce programme ni dans l’action plus générale du gouvernement ivoirien, à propos des grandes questions qui paralysent la réconciliation au niveau national. Le PNRCS aborde la question de la justice transitionnelle de façon apolitique et technocratique, tout comme son partenaire, la Conariv. Même si la Conariv avait une composition et une structure très similaires à la CDVR, son mandat était beaucoup plus étroit, et consistait à enregistrer les victimes et à déterminer l’ampleur des réparations économiques qui leur étaient dues. La nécessité de consolider la démocratie et de restaurer la confiance de toutes les parties dans le jeu électoral reçoit aussi peu d’attention dans le cadre du PNRCS et de la part du gouvernement ivoirien en général. Par exemple, le PNRCS affirme que « les élections législatives de décembre 2011 et locales couplées (régionales et municipales) d’avril 2013, ainsi que l’élection présidentielle de décembre 2015 qui s’est déroulée dans le calme, ont parachevé le processus de remise en fonctionnement des institutions de la République³⁸ », et il ne fait pas mention des problèmes de boycott de l’opposition et du manque de confiance dans les institutions électorales qui ont affecté ce scrutin.

Le discours du gouvernement ivoirien sur la construction de la paix au niveau local n’est pas exempt de contradictions non plus. D’un côté, reprenant la rhétorique houpouëtiste, la Côte d’Ivoire est présentée comme un pays

35. M. Le Pape et C. Vidal, *Côte d’Ivoire: l’année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002.

36. G. Koné, *Les « Jeunes patriotes » ou la revanche des « porteurs de chaises » en Côte d’Ivoire*, Abidjan, Les classiques ivoiriens, 2014; G. Piccolino, « David against Goliath in Côte d’Ivoire? Laurent Gbagbo’s War against Global Governance », *African Affairs*, vol. 111, n° 442, 2012, p. 1-23.

37. Ministère de la Solidarité, *Programme national de réconciliation...*, op. cit., « Introduction », p. 5.

38. *Ibid.*, p. 9-10.

essentiellement harmonieux et pacifique dans lequel « il n'y a pas de véritable animosité³⁹ » entre les citoyens ordinaires. De l'autre, l'on insiste sur l'idée que ce sont ces citoyens ordinaires qui portent la responsabilité principale de se réconcilier entre eux : « Votre propre voisin du quartier, avec lequel vous êtes en palabre, ce n'est pas le député, ce n'est pas le maire, c'est le commerçant, c'est l'artisan, c'est le chauffeur, avec lequel vous vivez. Donc, c'est avec lui que vous devez vous réconcilier d'abord⁴⁰ ».

La position du gouvernement ivoirien devient plus compréhensible si l'on considère que, comme le reconnaissent aussi les partenaires internationaux, ces interventions à l'échelle locale visent aussi à « établir sa légitimité au milieu d'une population divisée⁴¹ ». Le PPU était clairement élaboré pour mettre en avant politiquement l'engagement personnel de Ouattara dans la reconstruction du pays⁴². De façon moins directe, le PNRCS vise le même objectif. Il apparaît aussi comme un moyen pour le régime d'augmenter sa popularité⁴³, et il participe à sa philosophie globale de construction de la paix.

De cette façon, le glissement de rhétorique de la « réconciliation nationale » vers la « cohésion sociale » marque un tournant vers une dépolitisation de la construction de la paix. Comme un responsable du PNRCS le souligne, la différence entre les deux est que le concept de cohésion sociale n'est pas forcément lié à un conflit passé : « Quand il y a réconciliation, c'est bien qu'il y a eu un conflit. Alors que la cohésion sociale, c'est le fait de vivre en harmonie et la cohésion sociale est une quête permanente⁴⁴ ».

Dans la prochaine section, je montre d'une part que cette vision de la « cohésion sociale » ne répond pas aux attentes des Ivoiriens, surtout à celles des anciens électeurs de Laurent Gbagbo qui se sentent marginalisés dans le contexte actuel ; d'autre part, que le manque de réconciliation et de compromis « par le haut » affecte la construction de la paix « par le bas ».

39. Entretien avec un responsable du PNCS.

40. *Ibid.*

41. Banque mondiale, *Restructuring Paper on a Proposed Project Restructuring of the Post Conflict Assistance Project, Grant July 2, 2007 to the Republic of Côte d'Ivoire* [en ligne], Sustainable Development Department, Country Department AF2, Africa Region, Banque mondiale, 6 octobre 2011 <<http://projects.worldbank.org/P082817/emergency-post-conflict-assistance-project?lang=en>>, consulté le 1^{er} mai 2017, traduit de l'anglais par l'auteure.

42. « Bonus pour le Programme présidentiel d'urgence », *La Lettre du Continent*, 22 octobre 2014.

43. Ce n'est pas un hasard que Mariatou Koné ait été nommée ministre en 2016, pour donner plus de visibilité au PNRCS et à son étroite relation avec les acteurs politiques.

44. Entretien avec un responsable du PNCS.

LE POINT DE VUE DES CITOYENS « DU BAS »

Comment les Ivoiriens voient-ils cette offre politique de construction de la paix ? Quelles sont les sources de blocage qu'ils perçoivent dans le processus de construction de la paix ?

Le matériel présenté ici est issu d'une série d'entretiens de groupe (*focus groups*) conduits avec des Ivoiriens appartenant à différentes couches sociales⁴⁵. Ces personnes sont exposées à la rhétorique du gouvernement qui incite à bâtir la cohésion sociale. Certaines d'entre elles ont eu des expériences de participation à des programmes de dialogue communautaire ou sont affiliées à des associations locales qui, dans le contexte actuel, ont été la cible d'interventions visant la promotion de la cohésion sociale.

Nous avons généralement commencé les entretiens en demandant aux personnes interrogées de donner leur définition de la paix et de discuter de la manière dont, à leur avis, on pourrait construire la paix en Côte d'Ivoire. Nous leur avons ensuite posé des questions sur la vie quotidienne dans leurs quartiers et villages et sur les défis principaux auxquels elles se trouvent confrontées depuis 2011. Dans certains cas, la conversation s'est spontanément orientée vers la politique nationale et l'attitude du gouvernement ivoirien. Dans d'autres, nous avons explicitement demandé aux personnes interrogées ce qu'elles pensaient des initiatives du gouvernement visant à soutenir la

45. Nos collaborateurs et nous avons conduit vingt *focus groups* entre mai et juillet 2015, dont huit à Abidjan (dans les quartiers d'Abobo, de Yopougon, d'Adjamé et de Cocody) et douze dans le Sud-Ouest (quatre à Daloa, commune et sous-préfecture, quatre à Duékoué et quatre à Gagnoa). Les répondants sont des Ivoiriens appartenant à différentes couches sociales – femmes travaillant sur les marchés, leaders d'associations communautaires, transporteurs, étudiants, enseignants d'école –, ainsi que certaines catégories de personnes particulièrement impliquées dans la crise – anciens combattants et anciens déplacés. Au total, huit entretiens ont été conduits avec des groupes de personnes issues de quartiers ou de villages avec une population majoritairement favorable à l'ancien président Gbagbo, sept avec des personnes issues de communautés proches du RHDP et cinq avec des groupes mixtes. Les personnes interrogées ont été recrutées à partir de contacts différents. Dans certains cas, nous sommes passés par le biais des organisations de quartier ou d'associations de femmes, dont certaines avaient travaillé avec des partenaires internationaux, notamment Search for Common Ground (SFCG). L'implication de SFCG a été un passage obligé dans les terrains plus sensibles, tels que les entretiens avec les anciens combattants ou dans les quartiers d'Abidjan qui ont été le théâtre de violence, où le fait que les interlocuteurs avaient déjà établi une relation de confiance avec l'ONG a aidé à surmonter leurs méfiances initiales. Dans d'autres cas, notamment à Daloa et Gagnoa, nous nous sommes adressés à la commune et à la sous-préfecture, qui nous a mis en contact avec des coopératives et des associations locales et avec des chefs de village. Dans d'autres cas encore, des contacts personnels dans le milieu scolaire et universitaire et dans des organisations professionnelles (syndicats de transporteurs ou d'enseignants) nous ont fourni un point d'entrée. De façon générale, nous avons essayé de ne pas utiliser le même mécanisme pour recruter les différents groupes, afin de minimiser le risque de biais lié aux modalités du recrutement.

réconciliation et la cohésion sociales, tels que la CDVR, le PNCS et le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

Plusieurs observations se dégagent de ces entretiens. Premièrement, la paix au niveau local est une préoccupation effective pour un bon nombre d'Ivoiriens, qui sentent que, même si les relations entre communauté se sont améliorées depuis la fin de la crise, la méfiance et des antagonismes persistent. Les clivages ethniques continuent à structurer la société ivoirienne, avec d'un côté les « Nordistes » (Malinké, Sénoufo, migrants burkinabè, etc.) identifiés automatiquement comme pro-Ouattara, et, de l'autre, les « autochtones de l'Ouest » – les citoyens appartenant aux groupes linguistiques krou (Bété, Guéré, etc.) et certains groupes mandé du Sud (Gouro, etc.) – perçus ou se définissant comme pro-Gbagbo. Dans ce sens, on peut dire que les efforts de construction de la paix à l'échelle locale répondent effectivement à une demande des populations. Cependant, pour beaucoup de personnes interrogées, la racine des problèmes se trouve dans la situation politique au niveau national.

Deux mécanismes reliant les situations locale et nationale peuvent être identifiés. D'un côté, de façon active, les cadres politiques exercent une influence souvent négative sur les communautés, particulièrement en période électorale. De l'autre, de manière plus générale, le fait que la paix au niveau national n'est pas basée sur un compromis entre les camps Ouattara et Gbagbo, mais sur la victoire d'un camp sur l'autre, et les injustices avérées ou présumées qui en découlent sont une source de mécontentement parmi les anciens électeurs de Gbagbo. Il est important de faire remarquer que la fourniture de biens publics par le gouvernement Ouattara dans cette partie du pays semble avoir un impact très limité sur l'attitude de ces populations vis-à-vis de la paix et sur leur perception des actions du gouvernement.

La paix locale et les problèmes actuels

L'importance donnée par le gouvernement ivoirien et par les bailleurs de fonds à la cohésion sociale n'est pas en soi une erreur. Nos entretiens confirment d'un côté l'importance que les Ivoiriens accordent à la dimension quotidienne de la paix (« La paix c'est le vivre ensemble heureux, dans l'harmonie et s'entendre⁴⁶ » ; « c'est l'entente entre les différentes populations,

46. *Focus group*, femmes travaillant sur les marchés dans le quartier d'Abobo, association des femmes La solidarité, Abobo, Abidjan, 20 mai 2015.

la tranquillité et puis, être en union parfaite⁴⁷ ») et le fait qu'aux yeux de la plupart des Ivoiriens, cette paix n'est cependant que partiellement acquise, malgré la cessation des violences. Dans les quartiers auparavant affectés par la violence « les gens font semblant. Ils font comme si ça va... le conflit est au stade latent⁴⁸ ». Le mot le plus utilisé par les personnes interrogées pour décrire la situation actuelle est « méfiance⁴⁹ ». Selon l'une de nos interlocutrices, les tensions se manifestent par ce qu'elle qualifie comme de la « violence verbale⁵⁰ ». Il s'agit de remarques de nature ethnique ou politique, parfois ouvertement hostiles, parfois formulées sous forme de blague : « Souvent même, ces injures ne sont pas des injures directes, c'est "Espèce de Dioula là!"... souvent ils disent, "Partez avec votre président là"⁵¹ ». C'est seulement dans les villes du « Far Ouest » ivoirien, près de la frontière avec le Liberia (Duékoué, Guiglo), que les interlocuteurs mentionnent des incidents violents. Cependant, la méfiance et les antagonismes ethno-communautaires voilés sont répandus dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire que nous avons visitées.

Le rôle de la politique nationale

Les citoyens expriment très souvent l'opinion que « la politique » est la cause centrale des divisions entre les citoyens. Selon un habitant d'un quartier d'Abidjan considéré comme pro-Ouattara, « la politique, c'est celle-là qui nous détruit, qui nous divise. Parfois les gens en arrivent aux mains⁵² ». Selon une femme qui travaille au marché d'Abobo, « beaucoup de personnes ont peur de s'exprimer à cause de la politique qui fait du mal à l'Afrique⁵³ ». Les élections sont une source de peur et d'anxiété⁵⁴. Les politiciens sont entre autres accusés d'instrumentaliser les sentiments ethniques. Le politicien est vu comme « celui qui vient dire toi tu es dioula, le Bété dit que tu es mauvais,

47. *Focus group*, jeunes du quartier de Yao Sehi, Comité de coordination de la société civile de Youpougon, Youpougon, Abidjan, 21 mai 2015.

48. *Ibid.*

49. *Focus group*, représentants de syndicats étudiants, Université Félix Houphouët-Boigny, campus de Cocody, Abidjan, 27 mai 2015. *Focus group*, représentantes d'associations de femmes autochtones, bureau de la sous-préfecture, Gagnoa, 13 juillet 2015.

50. *Focus group*, Fédération des associations des femmes de la région du Bas Sassandra, mairie de Daloa, Daloa, 17 juin 2015.

51. *Ibid.*

52. *Focus group*, jeunes du quartier de Doucouré, Comité de coordination de la société civile de Youpougon, Youpougon, Abidjan, 21 mai 2015.

53. *Focus group*, femmes travaillant sur les marchés, déjà cité.

54. *Ibid.*

le Bété dit que tu n'es pas d'ici⁵⁵». On leur reproche également de profiter de la pauvreté et du manque d'emploi pour recruter les jeunes dans un militantisme potentiellement violent⁵⁶.

Dans les entretiens conduits à Abidjan, les interlocuteurs apparaissent souvent conscients et critiques par rapport à la manipulation des politiciens. Ils font aussi plus souvent référence aux besoins économiques comme un facteur poussant les gens ordinaires à les suivre. Par exemple, pour une femme animatrice d'une association de quartier, la sécurité économique «est très importante pour la paix parce que, si tu es bien logé, tu n'as pas besoin d'aller rester dans salon de quelqu'un. Si tu es dans salon de quelqu'un, tu dors là-bas, tu es obligé de faire ce que lui, il veut⁵⁷». Pour une autre femme, commerçante, «si les gens mangent normalement, il n'y aura pas palabres... C'est la pauvreté. Donc la partie qui vient te donner 20 000 francs, tu vas la suivre. C'est ça qui fait que la guerre là est là⁵⁸». Dans les entretiens conduits à l'Ouest, cette conscience politique est moins explicite. Dans ces zones, les politiciens semblent exercer une plus forte emprise sur la population : pendant notre recherche, nous avons été impressionnés par le fait que des planteurs et des villageois reproduisent souvent les mêmes discours et utilisent les mêmes mots que des politiciens pro-Gbagbo. Ils sont consultés par les populations et utilisent d'ailleurs souvent leur influence pour freiner les projets de promotion de la «cohésion sociale». Selon le responsable d'une ONG, «vous partez dans une localité faire la sensibilisation, dès que vous tournez le dos, on prend le téléphone pour appeler le cadre du village⁵⁹».

Contredisant le discours du PNRCS, certains Ivoiriens insistent sur le fait que les leaders politiques ont le devoir d'initier l'effort pour la paix. Selon un jeune d'un quartier abidjanais considéré pro-Gbagbo, «c'est eux qui sont à la tête, s'ils ne s'entendent pas il ne peut pas avoir la paix. C'est par eux d'abord que tout commence⁶⁰». Un villageois de la région de Gagnoa énonce une opinion similaire : «Il y a deux personnes qui sont en conflit [Ouattara et Gbagbo], dès que les deux se réconcilient là, tous ceux qui sont derrière eux, c'est fini, c'est-à-dire on n'en parlera même pas⁶¹». Certains interlocuteurs, cependant, même en étant critiques vis-à-vis de l'attitude des politiciens,

55. *Focus group*, Doucouré, déjà cité.

56. *Focus group*, femmes travaillant sur les marchés, déjà cité.

57. *Focus group*, représentantes d'associations de femmes, centre social d'Abobo, Abobo, Abidjan, 19 mai 2015.

58. *Focus group*, femmes travaillant sur les marchés, déjà cité.

59. *Focus group*, anciens déplacés internes, siège de l'ONG Bonne action, Duékoué, 30 juin 2015.

60. *Focus group*, Yao Sehi, déjà cité.

61. *Focus group*, planteurs et villageois, place publique, village de Seria, sous-préfecture de Daloa, 27 juin 2015.

soulignent que la population doit aussi prendre ses responsabilités : « La paix c'est entre nous d'abord, nous les populations. Les hommes politiques, ils viennent nous inciter à la chose [la violence], mais il suffit de la bonne compréhension, on va vivre en parfaite harmonie⁶² ». Même si ce genre de discours rappelle la position du PNCS, il faut observer que l'accent n'est pas mis sur la réconciliation entre communautés en tant que telles, mais sur la capacité des citoyens « d'en bas » à s'organiser pour résister aux gens « d'en haut ». On veut « une cohésion qui nous rendra forts face aux politiciens⁶³ ».

Les revendications des communautés du Sud-Ouest

Le « camp Gbagbo » a des doléances spécifiques, qui ont leurs origines dans la situation de déséquilibre de pouvoir au niveau national, mais qui ont aussi des répercussions concrètes au niveau local. Il y a parmi les « autochtones » de l'Ouest un sentiment général que les communautés associées aux RHDP, surtout les communautés du Nord, sont favorisées dans l'accès à l'emploi public et aux ressources⁶⁴. Cependant, le mécontentement des anciens électeurs de Gbagbo semble aussi découler d'aspects qui n'affectent pas de façon directe les personnes interrogées. Surtout dans les régions de l'Ouest, la question de la libération de Laurent Gbagbo et des autres personnalités liées à l'ancien régime qui sont en prison (qualifiés, à tort ou raison, de prisonniers politiques) est évoquée comme une des principales doléances : « Ceux qui sont en exil, ceux qui sont emprisonnés, tous ceux-là, si on les libère, pour venir juger, pour dialoguer, pour se parler, et on voit ce qu'y a eu... et puis on laisse passer tout ça là, la paix revient, y'a pas de problème... si ceux-là sont libérés, c'est fini⁶⁵ ». Plusieurs interlocuteurs soulignent le lien entre la question des prisonniers et les tensions entre communautés : « [Il y a] la violence verbale parce que, étant sur le terrain, la population surtout, demande la libération des prisonniers politiques. C'est ça même le gros problème⁶⁶ » ; « Je ne peux pas aller me battre avec ceux qui sont à Abidjan. C'est mon frère RHDP qui est en face, dont les responsables ont mis mon frère en prison, c'est lui qui devient automatiquement mon ennemi⁶⁷ ». De toute évidence,

62. *Focus group*, Yao Sehi, déjà cité.

63. *Ibid.*

64. *Ibid.*

65. *Focus group*, représentantes d'associations de femmes autochtones, déjà cité.

66. *Focus group*, Fédération des associations des femmes de la région du Bas Sassandra, déjà cité.

67. *Focus group*, représentants d'organisations des populations autochtones, restaurant *Le Talier du Chef*; Gagnoa, 11 juillet 2015.

les discours sur la question des « frères en prison » reproduisent de façon presque identique au niveau communautaire le discours que le « FPI Sangaré » relaie à l'échelle nationale.

Paix par le développement ?

En prônant la « paix par le développement », le gouvernement ivoirien espère apaiser ces ressentiments à travers ses actions au niveau local. La réhabilitation des infrastructures locales a été aussi une marque de fabrique des programmes de « construction de la paix » de l'Onuci et de la Banque mondiale. Cependant, la teneur des entretiens a permis de constater combien leur impact est limité, surtout dans les zones rurales.

Un cas emblématique est celui de Gagnoa, une ville considérée comme le fief de Laurent Gbagbo, où le PPU a réhabilité plusieurs bâtiments publics et terminé, en partenariat avec la coopération chinoise, la construction d'un nouvel hôpital. La perception de cet effort d'investissement public et de ces acquis est variable selon l'appartenance ethnique et politique des participants. Interrogé sur les indicateurs du développement de la ville, un groupe de femmes appartenant à des communautés originaires du Nord énumère une longue liste de travaux de réhabilitation (plusieurs routes, la préfecture, une banque, les bureaux du trésor, des impôts, et la Compagnie ivoirienne d'électricité)⁶⁸. En revanche, la même question posée à un groupe de femmes de l'ethnie bété ne donne pas le même résultat. Les femmes bété minimisent plutôt la portée de l'engagement du PPU, soulignent par exemple que la construction de l'hôpital avait été entamée par le gouvernement précédent et ont tendance à plutôt mettre l'accent sur ce qui n'a pas été fait (« Chez nous [dans les zones rurales] s'il pleut, y'a pas route »; « Les écoles d'ici sont décoiffées »). Et, après avoir admis du bout des lèvres que la préfecture a été réhabilitée, elles terminent en disant : « Sinon, rien n'est fait à Gagnoa⁶⁹ ».

Il est difficile de déterminer la raison exacte de ce manque d'intérêt pour les projets développementalistes du régime Ouattara. La perception selon laquelle le soutien gouvernemental est disproportionnellement alloué aux « Nordistes » peut avoir joué un rôle. L'idée que l'économie puisse « guérir » les Ivoiriens semble cependant présenter des limites intrinsèques, car certaines des revendications exprimées par l'élite politique pro-Gbagbo, et reprises par

68. *Focus group*, représentants d'associations de femmes allogènes, bureau de la sous-préfecture, Gagnoa, 13 juillet 2015.

69. *Focus group*, représentantes d'associations de femmes autochtones, bureau de la sous-préfecture, Gagnoa, 13 juillet 2015.

les communautés, telles que la question des prisonniers politiques, ne sont pas de nature socio-économique mais plutôt identitaire et symbolique. Par exemple, pour une veuve d'ethnie guéré, ancienne déplacée, le soutien qu'elle a obtenu par le PAPC, programme géré par la primature ivoirienne, apparaît comme secondaire par rapport à la question des détenus politiques : c'est cela qui est « notre problème à nous tous⁷⁰ ».

Il ressort clairement de ces entretiens avec les communautés « autochtones » de l'Ouest que ces dernières considèrent le régime Ouattara comme un régime « nordiste » et non légitime qui maintient leurs « frères » ethniques en prison. La fourniture de biens publics n'a pas permis de faire évoluer une telle perception dominante.

Cette contribution se veut une analyse de certains aspects du modèle de reconstruction post-conflit prôné par le gouvernement ivoirien, et, en même temps, une critique du *local turn* qui, aux yeux de certains chercheurs et praticiens, est devenu la nouvelle « baguette magique » des programmes de construction de la paix. L'idée que la voie pour bâtir la paix dans des sociétés divisées soit celle de la prise en compte du niveau local et communautaire semble attractive. Cependant, dans un contexte comme celui de la Côte d'Ivoire post-conflit, les divisions au sein de la population sont intrinsèquement liées à la situation de « paix des vainqueurs » dans laquelle le pays se trouve. Les instruments que le gouvernement ivoirien et la communauté internationale entendent utiliser pour bâtir la « cohésion sociale » semblent ne pas changer la donne de façon significative.

Dans le court terme, un nouveau conflit semblable à celui de 2002 ne semble pas probable en Côte d'Ivoire. Sous certains aspects, la situation actuelle rappelle cependant celle de 2002, quand les Ivoiriens du Nord se sentaient discriminés, mais avec quelques différences. Au sein des communautés ethniques qui ont auparavant soutenu Gbagbo, l'élite politique de la « branche dissidente » du FPI alimente des sentiments – en partie justifiés – de marginalisation et de discrimination. Mais l'élite pro-Gbagbo est affaiblie par la répression étatique et par ses divisions internes, et ne dispose ni de ressources politiques, ni de ressources militaires et économiques pour initier un nouveau conflit armé. Dans le même temps, l'on note d'importants clivages entre les différentes composantes de l'élite au pouvoir. Le RHDP doit régler la question de la succession de Ouattara : la compétition est en train de s'intensifier au sein des clans politiques composant cette coalition.

70. *Focus group*, anciens déplacés internes, siège de l'ONG Bonne action, Duékoué, 30 juin 2015.

Guillaume Soro et les militaires issus des anciennes Forces nouvelles ont peur de perdre leur position privilégiée. Ces derniers acteurs ont accès à des ressources militaires et économiques importantes, ce qui les rend potentiellement capables d'actions violentes. Mais ces hommes politiques n'ont pas la possibilité de mobiliser facilement les communautés autochtones de l'Ouest, hostiles à la coalition gouvernementale. Cette configuration de divisions socio-politiques et de relations de pouvoir produit une situation de relative stabilité, dans laquelle le mécontentement de certaines couches de la population ne représente pas de risque de violence sur le court terme.

Il ne s'agit pas ici de nier la valeur intrinsèque de certaines actions visant à construire la paix entre communautés. Je souhaite plutôt exprimer à la fois un certain scepticisme à propos de l'idée que des petits projets au niveau local puissent être suffisants pour amener la paix et une certaine méfiance à l'égard du discours du gouvernement ivoirien sur la promotion de la « cohésion sociale » entre communautés ■

Giulia Piccolino
Université de Loughborough

Abstract

The Discourse of Social Cohesion and the Paradoxes of Building Peace from Below in Côte d'Ivoire

After 2011, the government of Côte d'Ivoire and the international community engaged in actions aimed at supporting peace at the local and community level. These actions appear however problematic in a political environment characterised by the lack of elite-level reconciliation. This article, based on research carried out in Abidjan and in the West of the country, reflects critically on the role that local peacebuilding programmes play within the model of post-conflict reconstruction put forward by the Ouattara government and challenges the assumption that the "local" might constitute a sphere separate from the national level. It highlights how local actors entertain important relationships – material but also symbolic – with national elites.